

La question de l'Afghanistan

L'Humanité du 12 mars, reconnaissant que les résistants «sont bien des Afghans, pour la plupart d'entre eux», développe le thème du féodalisme : ceux qui combattent le régime et son allié soviétique sont à la solde des anciens propriétaires fonciers ; la preuve, c'est que «l'objectif de tous ces mouvements est le retour à la monarchie».

L'argument peut avoir prise, dans la mesure où il tend à présenter la situation comme un affrontement entre des «pro-gressistes» (Kabral et les Russes) et des réactionnaires, dont le seul objectif serait le retour aux anciens privilèges. Pour ce faire, le PCF effectue même quelques glissades : ainsi telle organisation qui est qualifiée de «réactionnaire» sur la base de principes religieux, alors qu'elle se réclame ouvertement de l'exemple iranien. Mais qui sont les mouvements de résistance en Afghanistan ? Il existe un certain nombre d'organisations se réclamant de l'Islam, basées au Pakistan, et dont l'essentiel de l'activité, pour certaines d'entre elles, semble être l'organisation des réfugiés. Il s'agit des mouvements regroupés dans l'Alliance Islamique pour la Liberté de l'Afghanistan (Rassemblement Islamique, Mouvement pour la Révolution Islamique, Front pour la Libération de l'Afghanistan, Pacte d'Union Islamique, Parti Islamique de Mohammad Younus Khaled). Ces partis, dont il est difficile d'apprécier l'influence sur le terrain, se prononcent pour «un régime islamique libéral».

Un autre front, qui rassemble quatre organisations religieuses et une organisation démocratique révolutionnaire prend une part active à la résistance. Il s'agit du Front des Combattants d'Afghanistan qui se fixe pour tâche de chasser l'invasisseur soviétique et d'instaurer une république islamique indépendante et démocratique. Sa plateforme indique qu'il lutte contre toute forme de censure, pour la liberté d'expression, dans le respect de toutes les idéologies, sauf pour les deux partis liés à l'étranger, (le Khalq et le Parcham, amenés au pouvoir par l'URSS). Indiquons encore que ce front est à l'origine de la première grande insurrection dans une ville, à Herat, en mars 1979. Il fut aussi à l'origine de l'insurrection de la caserne Balahissar, à Kaboul, en août 1979. La répression de cette insurrection fit plus de 2 000 morts (sous le gouvernement Taraki).

Enfin, dernier élément à propos de la fable du «retour à la monarchie souhaité par tous ces mouvements» : la famille royale afghane, renversée en 1973, est aujourd'hui en Europe, après avoir renoncé définitivement au trône...

L'Afghanistan est un pays du Moyen-Age, qui ne commence à émerger que depuis peu, grâce à l'aide soviétique. Derrière cet argument général, il y a une double démarche pour le PCF : d'abord, ce que d'aucuns appellent le «réalisme» : tout est bon pour sortir un pays et un peuple de la misère et de l'ignorance. Même l'atteinte à son indépendance. Ensuite, il s'agit, pour le PCF, d'expliquer (a posteriori) certaines carences indéniables. Dans L'Humanité du 24 mars, Martine Monod, envoyée spéciale, développait l'argumentation suivante : la réforme agraire adoptée en 1978 a été décisive, pour un pays où la paysannerie est majoritaire de façon aussi écrasante. Seulement, cette réforme agraire n'a pas bien marché, «parce que les coopératives nouvellement créées ne disposaient pas d'instruments agricoles, de semences, de crédits, etc». Le désenchantement est né sur la base de ces difficultés matérielles, créant un terrain propice à l'activité des contre-révolutionnaires, réactionnaires religieux ou anciens propriétaires. Et Martine Monod de conclure : «J'ai vu des coopératives qui démarraient vraiment, grâce à l'aide soviétique».

Intéressante, cette constatation. La forme agraire fleuron des transformations apportées par les régimes Taraki et Amin, n'a pas été satisfaisante. Sans doute aurait-il été plus inspiré pour le PCF, de faire cette révélation avant l'arrivée des troupes soviétiques. Sans doute aussi faudrait-il faire connaître le point de vue de ces mêmes soviétiques, eux qui écrivaient, en avril 1979, dans le numéro 18 de Temps nouveaux : «Le mouvement coopératif a enregistré de remarquables progrès. Rien qu'en une année, on a opéré plusieurs transformations sans précédent quant au nombre d'agriculteurs concernés (...). C'est donc pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan que la question

agraire y trouve une solution réellement radicale et démocratique».

Alors là encore, de deux choses l'une : ou bien la réforme agraire a échoué par le seul fait d'une absence d'aide matérielle, et on se demande bien pourquoi l'URSS a attendu janvier 1980 pour fournir cette aide-là ; ou bien la réforme agraire n'a été qu'un trompe-l'oeil, et on se demande pourquoi le PCF l'a glorifiée si longtemps.

Examinons ce qu'il en est : d'après le décret n° 8 du gouvernement concernant la réforme agraire, chaque paysan recevait 5 jereeb (un hectare) de terre, tandis que les propriétaires fonciers préservaient 35 hectares. Même appliquée, la réforme ne pouvait changer les rapports existant entre propriétaires et paysans, car la plupart sont des métayers, restant à l'écart de la réforme.

Au lieu de favoriser le développement agricole de l'Afghanistan, qui aurait pu ainsi parvenir à son auto-suffisance alimentaire, l'URSS a visiblement préféré investir dans des secteurs plus rentables pour ses propres intérêts, comme le gaz naturel dont elle importe la totalité au prix de 5 dollars les 1 000 m³ pour le revendre ensuite au prix mondial de 17 dollars les 1 000 m³. Mais si la réforme agraire a échoué, ce n'est qu'en partie faute de moyens, les méthodes d'application sont à mettre en cause pour une bonne part.

Imposée par un parti venu au pouvoir, hors de toute mobilisation des masses, par un putsch militaire, la réforme agraire appliquée sans discernement, sans consultation des paysans et sans tenir compte des conditions particulières au pays, non seulement échoua, mais apporta de graves préjudices aux paysans, pour aboutir finalement à la révolte des campagnes. Les conséquences de cette réforme ne sont pas sans rappeler la réforme agraire entreprise en Iran par le Shah sous le nom de «révolution blanche».

Les mêmes erreurs ont conduit aux mêmes conséquences : le système de canaux d'irrigation qui ne pouvait être géré que de manière communautaire a été détruit, de même le travail collectif et volontaire des paysans pendant la moisson, autre pratique communautaire a été brisé. On a forcé les paysans d'une région à quitter leur village et à aller dans une autre province pour occuper la terre qui appartenait aux paysans d'une autre minorité nationale, accentuant les rivalités ethniques. Résultat de cette réforme agraire : 20% des terres cultivables sont laissées à l'abandon et fin 1979 500 000 tonnes de blé manquaient pour nourrir la population.

◀ La réforme agraire, appliquée sans discernement, sans consultation des paysans et sans tenir compte des conditions particulières au pays, non seulement échoua, mais provoqua finalement la révolte des campagnes.

